



Pascal Delwit

Professeur en science politique à l'ULB, membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol)

PROPOS RECUEILLIS PAR WILLIAM BOURTON

On peut, sans forcer le trait, parler de dimanche noir pour la gauche européenne. De la Grande-Bretagne au Portugal, en passant par la France, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, à l'issue d'un scrutin marqué par un nouveau record d'abstention de 57,06 %, les formations socialistes et sociales-démocrates sont arrivées largement derrière celles de droite. Dans l'hémicycle de Strasbourg, cela se traduira par une domination des conservateurs du Parti populaire européen (PPE), qui devraient occuper 263 sièges sur un total de 736, contre 161 pour les Socialistes, 80 pour les Libéraux et 52 pour les Verts.

Pascal Delwit, comment expli-

quer cette défaite de la gauche européenne ?

Le premier élément de réponse tient au taux de participation, habituellement moins important aux européennes que celui enregistré lors des scrutins nationaux, et qui s'est révélé plus faible encore cette année qu'en 2004. Or, parmi les abstentionnistes, on relève proportionnellement plus de personnes issues de catégories socioprofessionnelles plus faibles, qui constituent traditionnellement le socle électoral des partis socio-démocrates.

Le deuxième élément de réponse, c'est que, lors des élections européennes, on ne se focalise traditionnellement pas sur des questions socioéconomiques. On est plus dans une logique de vote-sanction du

gouvernement en place. Ceci peut expliquer que les partis socialistes ou socio-démocrates au pouvoir en Allemagne, en Italie ou en Espagne ont connu des défaites parfois lourdes. L'exception, c'est la France, où les socialistes sont dans l'opposition et auraient pu espérer tirer parti de la relative impopularité de Nicolas Sarkozy. Mais, divisé, le PS n'a pas réussi à mobiliser l'électorat.

Enfin, la troisième raison à cet échec, c'est que l'on n'a pas senti de réponse coordonnée de la social-démocratie à la crise qui frappe l'Europe.

Cette crise boursière et économique (« la crise du capitalisme ») a-t-on souvent entendu ces derniers mois) n'a pas non

plus fait le lit de l'extrême gauche...

La difficulté à mobiliser les catégories socioprofessionnelles les plus faibles touche ces formations plus encore que les partis socio-démocrates. S'il n'y a pas eu de vague à la gauche de la gauche, observons toutefois un frémissement des formations eurosceptiques – comme le parti Ukip, qui a réalisé un score de 17 % en Grande-Bretagne – voire xénophobes.

Finalement, c'est en Communauté française de Belgique que le centre-gauche (l'Olivier) s'est le mieux comporté, nonobstant le recul du PS...

Ce résultat tient à la configuration belge. En effet, par rapport au

constat que je viens d'énoncer, chez nous, le vote est obligatoire et, d'autre part, les élections européennes étaient concomitantes à un scrutin avec des enjeux régionaux...

Sait-on si, dans la foulée de leur vote « indigène », les électeurs votent « de la même couleur » pour les européennes ?

C'est une des questions que le Cevipol a étudiées cette année. Des premiers chiffres du scrutin de dimanche, on peut répondre que, dans un certain nombre de cas, ce n'est pas le cas. Ainsi, tant au sein du collège électoral francophone que néerlandophone, les libéraux réalisent de meilleurs résultats aux européennes qu'aux régionales – en Flandre, le VLD fait 5 % de

mieux !

La personnalité des têtes de listes (Louis Michel pour le MR, Guy Verhofstadt pour le VLD) a sans doute joué un rôle là-dedans, mais ce constat s'explique également par le fait que, comme on a coutume de le dire en science politique, les européennes sont des élections « de deuxième ordre », où l'on exprime plus volontiers un « vote de cœur » que lors des élections de « première ordre », où la dynamique du « vote utile » joue beaucoup plus. C'est ainsi que les partis verts réalisent habituellement de meilleurs scores aux élections européennes qu'aux élections nationales ou régionales : on peut l'observer cette année encore en France, en Allemagne et même en Belgique. ■

« Les partis socio-démocrates peinent à mobiliser leur électorat aux européennes »

La Soir
07.06.09